

Administration Générale

REF : DAJDAAG2012020

Signataire : PB/CA

Séance du Conseil Municipal du 27/09/2012

RAPPORTEUR : Pascal BEAUDET

OBJET : Vœu concernant la menace de fermeture du site PSA AULNAY

EXPOSE :

Depuis plusieurs mois, les salariés du site de PSA Aulnay alertent les élus de la Seine-Saint-Denis sur les menaces de fermeture de leur site de production.

Ce qui a longtemps été nié par la direction de PSA s'avère vrai : elle vient d'annoncer son intention de fermer ce site, qui compte 3 600 salariés, et 7 000 emplois induits.

Une centaine de salariés de PSA Aulnay vivent à Aubervilliers. Compte tenu de la situation économique du département où le chômage est particulièrement important, la fermeture du site d'Aulnay constituerait une catastrophe.

La direction de PSA, comme le ministère du Redressement productif, promettent une ré-industrialisation du site. Au cours de ces dernières années, même quand les pouvoirs publics sont intervenus, jamais aucune ré-industrialisation n'a réussi sur un site industriel abandonné.

Alors que le groupe PSA a touché des millions d'euros de subventions publiques, et que les dividendes versés aux actionnaires ces dix dernières années se comptent eux aussi en millions d'euros, la fermeture du site d'Aulnay est une véritable impudence.

PSA est une entreprise nationale, qui réalise une grande partie de ses bénéfices en France, et qui a donc l'obligation morale de maintenir la production en France.

Nous demandons à tous les députés de gauche de voter la loi qui propose « d'exclure du champ légal des licenciements économiques ceux effectués dans des entreprises ayant reversé des dividendes à leurs actionnaires au titre du dernier exercice comptable », et d'exiger « que les entreprises qui bénéficient d'aides publiques, sous quelques formes que ce soit, s'engagent en contrepartie à ne pas réaliser de licenciements interdits, dans le cas contraire, elles devront restituer les sommes qu'elles ont perçues » (*).

Solidaires des salariés de PSA qui se battent contre la fermeture du site, nous affirmons notre refus de cette fermeture. Nous réclamons que la direction de PSA maintienne la production du site d'Aulnay, comme nous demandons au ministre Arnaud Montebourg faire preuve de constance et d'exiger, comme il le faisait durant la campagne présidentielle, de la direction de PSA qu'elle maintienne l'outil productif en France.

Aubervilliers, le 20 septembre 2012

(*) projet de loi n°116 tendant à interdire les licenciements boursiers déposé par le groupe des députés communistes, républicains, citoyens, et Parti de gauche (24 juillet 2012)

Direction Générale des Services / Direction des Affaires Juridiques du Domaine et de l'Administration Générale

Administration Générale

REF : DAJDAAG2012020

Signataire : PB/CA

OBJET : Vœu concernant la menace de fermeture du site PSA AULNAY

LE CONSEIL,

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant

Espace réservé au vote – ne pas utiliser

DELIBERE :

ADOPTE

Pour le Maire

L'adjoint délégué

Reçu en Préfecture le : 12/10/2012

Publié le : 04/10/2012

Certifié exécutoire le : 12/10/2012

Pour le Maire

L'Adjoint délégué